



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Negociations-sur-le-climat-Pour-une-transition-juste>

Négociations sur le climat - Pour une transition juste

- Politique québécoise - Environnement -



Date de mise en ligne : mardi 8 décembre 2015

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Ces dernières semaines, les médias ont abondamment traité des négociations sur le climat qui ont lieu à Paris en ce moment (COP21). La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) y sera parce que d'importants changements sont à prévoir dans le monde du travail étant donné que la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre est liée au processus de production de biens.

L'auteur est secrétaire général de la FTQ.

Évidemment, la FTQ y sera pour appuyer l'espoir d'une majorité des Québécois et des Québécoises que les gouvernements parviennent à un accord contraignant qui permette une réelle réduction des gaz à effet de serre causant le réchauffement climatique. Mais elle le fera aussi en pensant aux milliers d'hommes et de femmes qui travaillent, entre autres, dans l'industrie des ressources naturelles, la filière pétrolière, les pâtes et papiers, le transport de personnes et de marchandises, ainsi que dans tous les secteurs directement ou indirectement liés aux industries à forte intensité de carbone.

Les travailleurs et les travailleuses de ces industries contribuent à la vitalité économique de l'ensemble des régions québécoises, mais leurs emplois sont dans la mire de la lutte contre les changements climatiques parce qu'une transformation industrielle est indispensable pour y faire face. C'est pourquoi des syndicats de tous les continents demandent une transition juste. Une transition dont les coûts économiques et humains sont répartis de façon équitable.

Cette transition vers une économie plus verte peut être planifiée ou désordonnée. Elle peut être juste ou malheureuse. C'est une question de choix. À notre avis, un dialogue incluant les travailleurs et les travailleuses est nécessaire. Il faut prévoir des mesures de transition pour former et redéployer le personnel des industries les plus polluantes. Il faut penser à des formules de soutien du revenu adaptées. Il faut garantir des retraites dignes là où ce sera nécessaire. Et là où la restructuration de l'économie régionale sera nécessaire, il faudra penser au soutien des communautés.

L'Allemagne et la France ont conçu des plans de transition inclusifs. Des pays comme le Sénégal et la Sierra Leone ont mis sur pied des comités de travail composés de représentants d'employeurs, de syndicats et d'autres organismes de la société civile. Pourquoi pas le Québec ?

D'importants investissements sont requis pour assurer une transition intelligente vers une économie verte. Se cacher derrière le discours de l'austérité pour ne rien faire nous semble très mal avisé. Et ce sera sûrement l'avis des générations futures qui jugeront de nos décisions lorsqu'elles subiront les effets catastrophiques du dépérissement des écosystèmes.

Pour lutter efficacement contre les changements climatiques, le gouvernement du Québec doit tenir compte des coûts sociaux de la transition. Un véritable plan de transition visant à maintenir, à créer et à sauvegarder des emplois au Québec doit être élaboré en concertation avec les travailleurs et les travailleuses.